

## Stratégies et actions en Europe pour le développement durable et la société de l'information

I N T E R V E N A N T S : Denis PAMLIN, Peter JOHNSTON, Jonathan CAVE, Ronan UHEL

### Comment utiliser les TIC pour le développement durable ?

D E N I S P A M L I N , W W F :



DENIS PAMLIN

WWF

*A partir de l'interprétariat anglais-français*

Je suis, peut-être, un acteur inattendu pour débattre de stratégies de TIC et développement durable...

Les TIC ont de multiples impacts et obligent à prendre du recul. Les hommes politiques, tout comme le monde des affaires, doivent désormais s'interroger sur la façon de se servir davantage des TIC. La question actuelle est même : **comment utiliser les TIC au service du développement durable ?**

Je constate que de multiples initiatives mondiales ont été mises en place - qui ne sont d'ailleurs pas toujours perçues en dehors de nos cercles d'initiés - tant de la part de sociétés de télécommunications britanniques ou françaises (ces dernières ont été très actives), que de la part du monde politique (le développement de nombreuses directives sur la « durabilité » le prouve). La logique est commune, **le monde des affaires prend ses responsabilités**, les hommes politiques, les sociétés privées et les ONG peuvent désormais se tendre la main et marcher dans la même direction.

“ **Les hommes politiques, les sociétés privées et les ONG peuvent désormais se tendre la main et marcher dans la même direction** ”

## Perspectives européennes sur la société de l'information et du développement durable : les engagements de l'Union européenne sur la durabilité

**P E T E R J O H N S T O N** , Head of evaluation, Commission européenne, DG Société de l'information et médias / INFSO :

*« Des entreprises mondiales du secteur des TIC, par leurs initiatives, aident à faire face aux défis du développement durable et nous soutenons certaines de leurs initiatives commerciales du mieux que nous le pouvons. »*



**PETER JOHNSTON,**

HEAD OF EVALUATION,  
COMMISSION EUROPÉENNE, DG  
SOCIÉTÉ DE L'INFORMATION ET  
MÉDIAS / INFSO :

*A partir de l'interprétariat anglais-français*

Les Etats membres sont engagés dans une véritable stratégie du développement durable depuis 1999, année de la ratification du traité d'Amsterdam. La question n'est plus de savoir si l'Europe doit poursuivre sa stratégie en faveur du développement durable mais plutôt de savoir **comment la poursuivre et comment en garantir l'efficacité.**

Dès 2001, à Göteborg (Suède), la Commission européenne a proposé une stratégie en complément des avancées de la conférence de Lisbonne, afin de favoriser l'émergence d'une société compétitive. La proposition faite aux chefs d'Etats, et largement acceptée par eux, a été de traiter prioritairement 6 défis :

- le changement climatique
- les problématiques de santé publique
- le vieillissement de notre population
- la gestion des ressources naturelles
- la pauvreté et l'exclusion sociale
- la mobilité, le transport et le développement régional.

Il revient à la Commission européenne d'évaluer l'efficacité de cette stratégie. Nous avons par conséquent procédé à notre première évaluation en 2004 et avons été déçus : sur l'ensemble de ces problèmes clefs, les progrès n'étaient pas aussi rapides qu'espérés, notamment sur la question du changement climatique.

Les problèmes des produits chimiques, de la pauvreté, de la santé publique nous ont également semblé poser d'importantes difficultés pour se résorber. Les indicateurs de biodiversité allaient même dans la mauvaise direction – un phénomène accru par l'intégration des nouveaux Etats membres.

### 2005 : de nouvelles orientations pour une stratégie renouvelée

En 2005, nous avons proposé de réévaluer notre stratégie en matière de développement durable afin de la rendre plus efficace. Nous avons émis de nouvelles orientations pour met-

tre en cohérence l'ensemble des politiques contributives à cette stratégie. Nous avons notamment proposé des actions visant à ce que le marché se mobilise plus fortement et investisse dans les sciences et les technologies, et que le monde des affaires et la société civile se mobilisent davantage.

Cette réévaluation a été débattue au sein du Conseil européen, qui a pleinement partagé notre avis et notre engagement de maintenir notre stratégie de développement durable, tout en la « remettant sur les rails ».

Le Conseil a entériné la nécessité de mettre l'accent sur les technologies écologiques et sur les innovations visant à une meilleure efficacité énergétique, afin de sauvegarder la biodiversité de nos territoires. Au regard du changement climatique, les Etats membres prennent des mesures de plus en plus drastiques pour réduire les Gaz à effets de serre (GES). L'augmentation de la température est un facteur d'instabilité et de risques qu'il nous faut gérer, par conséquent, des réductions importantes des émissions de GES s'imposent d'ici à 2020.

“ **Le Conseil a entériné la nécessité de mettre l'accent sur les technologies écologiques et sur les innovations visant à une meilleure efficacité énergétique** ”

Notre stratégie renouvelée doit se baser sur des principes fermes, énoncés par les Etats en 2005 :

- **engagement commun pour la protection des droits fondamentaux et pour l'équité entre les générations**, dans une société démocratique et ouverte, sinon, nous souffrirons tous d'un développement non durable
- **recherche d'un cadre politique plus cohérent**
- **utilisation des meilleures connaissances scientifiques disponibles**, application du principe de précaution et du principe « pollueur / payeur ».

En décembre 2005, la Commission a, une nouvelle fois, choisi d'adapter sa stratégie plutôt que de la changer. En tête de liste, le changement climatique demeure un problème urgent. Les problématiques de santé publique demeurent au centre des préoccupations ; l'exclusion sociale, en lien avec l'immigration, est aussi préoccupante ; enfin, les énergies propres, le transport en Europe sont des défis qui sont toujours d'actualité.

Des adaptations sont nécessaires et portent notamment sur l'impératif d'une plus grande implication de chaque Etat membre. En effet, pour affiner les actions à entreprendre, il nous faut prendre plus sensiblement possession de ce processus. Ainsi, et dans la continuité de la stratégie de Lisbonne, **chaque Etat doit décider de sa propre stratégie nationale** – soumise néanmoins à l'approbation de ses pairs, afin de garantir une bonne cohérence des mesures.

### Un rôle clef pour les TIC

Il n'y a pas qu'une seule mesure fiscale ou un seul investissement « miracle » qui nous permettrait de nous remettre sur la bonne voie. Nous devons travailler plus en commun avec la société civile et le monde des affaires.

Les industries des TIC ont un rôle majeur à jouer dans le développement durable en Europe. En effet, ces secteurs d'activité sont puissants et mènent aujourd'hui la croissance. Ils sont por-

teurs de la plupart des innovations tant sur le plan économique qu'en matière de transformation de nos services publics vers plus d'efficacité, avec moins de ressources utilisées.

Autre illustration, les modèles d'anticipation et de compréhension des changements climatiques sont basés sur les systèmes d'information des TIC les plus avancés.

### Des opportunités « win-win »

Par l'utilisation des TIC, nous pouvons donc tous être gagnants, **réconcilier la croissance et la protection de notre planète unique.**

“ Ils sont porteurs de la plupart des innovations tant sur le plan économique qu'en matière de transformation de nos services publics vers plus d'efficacité, avec moins de ressources utilisées”

Le développement d'Internet et des services de télécommunications favorise la multiplication des réseaux sociaux et est par conséquent vecteur d'insertion sociale. Les TIC ont également permis l'émergence d'emplois de plus haut niveau apportant plus de valeur ajoutée aux produits, de nouvelles pra-

tiques de travail (le télétravail), ces pratiques différentes ayant même permis de réconcilier les salariés avec leur travail.

Certains services deviennent immatériels et donc plus économiques. Les systèmes bancaires en ligne en sont un bon exemple. Ces technologies nous permettent de mieux utiliser les ressources énergétiques dans nos bureaux, nos maisons, nos transports. De nombreuses opportunités s'offrent à nous. Pourtant, ces technologies ne génèrent pas automatiquement tous les avantages attendus. C'est pourquoi, des choix politiques s'imposent afin de rechercher ces bénéfices. Le secteur des TIC peut montrer la voie aux autres secteurs, et doit y être encouragé. En influençant notamment la *supply chain*, le secteur pourrait être porteur de changements structureaux.

Des entreprises mondiales de ce secteur, par leurs initiatives, aident à faire face aux défis du développement durable avec une grande cohérence, et nous soutenons certaines de leurs initiatives commerciales du mieux que nous le pouvons :

- l'initiative de durabilité électronique, *Global e-sustainability*, une initiative notable

- les initiatives du WWF

- des initiatives conjointes des sociétés de télécoms qui offrent des perspectives *low cost* pour l'Afrique et d'autres zones en voie de développement.

“ Les Etats membres seuls ne peuvent pas agir. Les objectifs de développement durable rendent ce grand partenariat indispensable”

- l'association électronique américaine (*Intel* notamment).

Ces entreprises ont un rôle à jouer et peuvent contribuer à un développement plus durable. Ce sont des actions encourageantes mais il reste beaucoup à faire, et cela revient, en « propriété partagée », au monde des affaires comme à la société civile.

Les Etats membres seuls ne peuvent pas agir. Les objectifs de développement durable rendent ce grand partenariat indispensable, et des conférences comme celle-ci doivent permettre de vous engager tous dans le processus.

**DENIS PAMLIN** : Devant un tel consensus, dans la mesure où nous comprenons bien les enjeux et les problématiques, je souhaite que cette séance puisse faire émerger 3 idées véritablement concrètes et nouvelles.

## Le projet Terra 2000

J O N A T H A N C A V E , Senior Economist, RAND Office :

*« Nous ne sommes pas les stewards de la terre, nous nous devons de l'entretenir. Il nous faut rénover notre système sans attendre la catastrophe qui nous ferait réagir. »*

*A partir de l'interprétariat anglais-français*

Le monde que j'avais à l'esprit est un monde qui formalisait ces questions du développement durable de manière différente. Désormais, les questions se posent autrement, elles offrent des perspectives inédites. Comment ces questions ont-elles émergé, sont-elle logiques ?

### Répercussion des bonnes intentions



JONATHAN CAVE

SENIOR ECONOMIST,  
RAND OFFICE

C'est à la fois le niveau de disponibilité des ressources et leur distribution qui peuvent poser problème dans un processus de production. Or, si une ressource s'avère coûter très cher dans le processus, les forces du marché veillent à ce que **des solutions techniques soient trouvées afin de rendre l'utilisation de cette ressource plus efficace.**

Il en résulte que la ressource, devenue moins chère, peut être utilisée de façon plus conséquente dans le processus, voire même modifier la donne et remplacer certains des autres « *inputs* » nécessaires au processus de production.

Dans cette perspective, la production étant devenue plus efficace, les salariés impliqués dans cette production voient leur niveau de vie augmenter, le niveau de production au final augmente, et le comportement des consommateurs peut s'en trouver modifié (hausse de la consommation du produit en question).

Au total, les effets de ces technologies, initialement positifs au regard du développement durable, sont annulés par l'accroissement problématique de la consommation.

“ **Au total, les effets de ces technologies, initialement positifs au regard du développement durable, sont annulés par l'accroissement problématique de la consommation** ”

### L'exemple des compagnies aériennes

En Europe, pour des raisons que d'autres connaissent mieux que moi, les énergies utilisées pour le transport aérien ne sont pas imposées. Les compagnies aériennes ont, en quelque sorte, le droit de polluer. Elles devraient être encouragées à rechercher des sources de carburants plus vertes mais en réalité, la réduction de la pollution doit provenir d'un changement de comportement des consommateurs, par la réduction de leur utilisation (à l'inverse de l'effet qu'ont les compagnies *low cost* sur le volume du trafic).

## Une société de la connaissance, en réseau, et globale

Mon premier engagement en faveur du développement durable s'est réalisé dans le cadre du projet TERRA, financé par la Commission européenne.

Notre « *Global Networked Knowledge Society* » est-elle inscrite dans une perspective de développement durable ? Les problématiques de développement durable au sens large, incluent l'environnement bien entendu mais également la « durabilité » sociale, économique ou culturelle et s'étendent aujourd'hui dans le monde entier.

Le fonctionnement en réseau sur un plan mondial renforce les comportements, qu'ils soient négatifs comme positifs. Nous pouvons trouver des façons de réagir collectivement au changement en établissant des liens entre nous pour, par exemple, appliquer des méthodes qui fonctionnent chez nos voisins. **Nous avons cette formidable possibilité de nous regrouper. Les zones les plus pauvres de la planète s'en trouvent néanmoins encore plus isolées.** Le sommet mondial sur le développement durable est l'exemple d'un de ces regroupements (« *cluster* »). Il produit certes des déclarations mais elles ne sont utiles que si les individus se les approprient réellement.

Notre société est une société de l'immatérialité, or il nous est bien difficile de s'échapper de la satisfaction liée aux biens matériels...

La mondialisation porte des économies nouvelles et puissantes sur le devant de la scène qui, dans 20 ou 30 ans, nous aurons dépassé : c'est le cas en premier lieu de la Chine, puis du Brésil, et enfin de l'Inde. C'est maintenant qu'il faut tenter de modifier leurs aspirations. Or leurs désirs ne sont que le reflet de nos propres désirs. **Ces pays veulent se doter d'une classe moyenne comme la notre, et aspirent à atteindre notre niveau de vie.**

Dans une société de la connaissance et de la communication, tout repose sur les croyances et les perceptions (le terrorisme étant l'une d'entre elle). En matière d'information scientifique, la question est donc de savoir si d'une part nous y croyons, et si d'autre part nous y répondons par une action. Or, a-t-on suffisamment confiance en la capacité de nos *leaders* à aller au-delà d'une simple initiative ?

## Les liens entre TIC et durabilité

Dans le cadre du projet TERRA, nous avons évalué les liens entre TIC et durabilité. Nous avons donc examiné ce qu'est véritablement le développement durable.

“ **Nous ne sommes pas les stewards de la terre ! La terre est là pour nous aider et nous nous devons de l'entretenir** ”

Si le prix du pétrole n'augmente pas encore assez rapidement, les solutions de substitution ne seront pas trouvées rapidement et la situation en sera que plus délicate. Les prix ne peuvent donc pas être le seul déclencheur, il nous faut créer un environnement stable, viable et durable qui doit nous motiver de la même façon !

Nous ne sommes pas les *stewards* de la terre ! La terre est là pour nous aider et nous nous devons de l'entretenir. C'est tout particulièrement vrai pour l'Afrique. Et ne nous leurrions pas, le monde est plein d'imperfections, il faut les reconnaître. Il nous faut rénover notre système, sans attendre une catastrophe qui, elle, nous ferait certainement réagir. De quel choc avons-nous besoin pour réagir ? Et si ce choc ne nous tue pas, quelle sera notre rapidité de réaction ? Les changements que nous réaliserons alors seront inscrits pour de très nombreuses années.

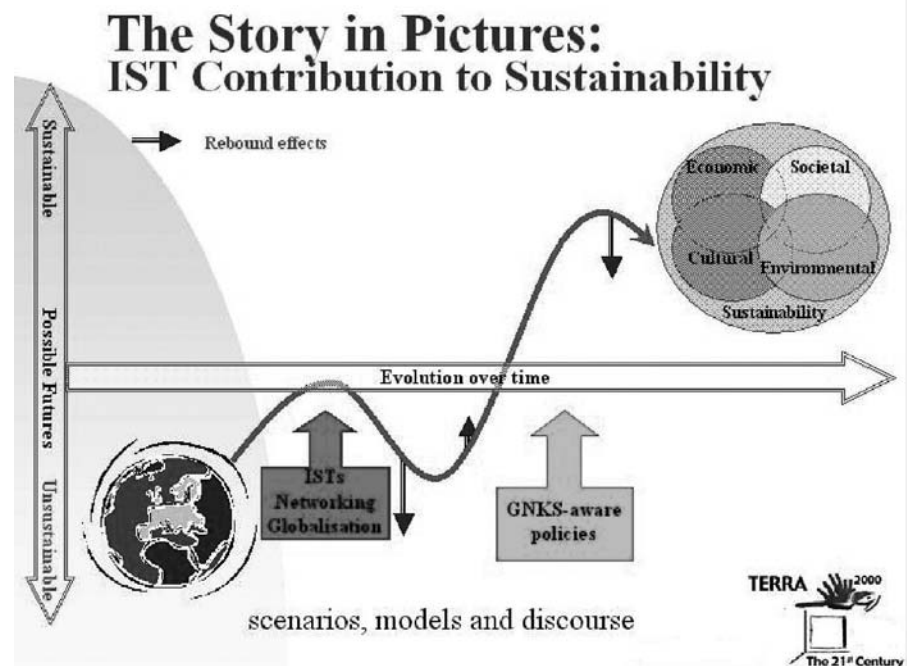
La situation est aujourd'hui instable et ne s'améliore pas. Toutefois nous évoluons, lentement et il me semble possible d'atteindre nos objectifs de développement durable. Les TIC

et les nouveaux mécanismes institutionnels devraient nous y aider. Ils nous donnent la possibilité de travailler à un échelon mondial : nous sommes notamment plus conscients de la conséquence globale de nos actes. Si, par exemple, nous exportons une de nos productions – et toute la pollution associée ! – nous pouvons constater directement ce qui se passe à l'endroit même où nous avons exporté notre technologie polluante.

Cependant, la technologie ne suffit pas, la confiance doit être au centre de notre stratégie européenne. Nous devons élaborer des politiques qui tiennent compte d'un ensemble de paramètres et pas seulement ceux du développement durable. Ainsi par exemple, si nous menons avec plus de justice notre politique monétaire, nous pouvons travailler avec plus d'honnêteté et arriver à de grands résultats.

“ Cependant, la technologie ne suffit pas, la confiance doit être au centre de notre stratégie européenne ”

Figure : la contribution des TIC au développement durable



## TIC et développement durable, un état des lieux

**RONAN UHEL**, **Chef de service analyses spatiales, Agence Européenne pour l'Environnement**:  
En 3 actes, comme au théâtre puisque nous y sommes<sup>1</sup>, je souhaite réagir à ce qui s'est dit hier et non présenter ce que j'avais préparé, les deux interventions de ce matin ayant globalement couvert mon sujet.

<sup>1</sup> L'intervenant fait allusion au lieu de la conférence, le théâtre Phénix de Valenciennes.

## Acte 1 / Les outils



RONAN UHEL

CHEF DE SERVICE  
ANALYSES SPATIALES,  
AGENCE EUROPÉENNE  
POUR L'ENVIRONNEMENT

Où en sommes-nous de la communication, de l'information au service du développement durable ? Utilisons-nous les bons outils ?

Pour connaître la qualité de l'air qui nous entoure, la « 3<sup>e</sup> génération » de téléphones mobiles est adaptée : à Londres, il me suffit de me connecter sur le service disponible... mais cela exige que je comprenne bien ce qu'implique, par exemple, la concentration d'ozone qui m'est donnée sur ma santé ! L'Agence européenne pour l'environnement, institution communautaire, essaie justement de se mettre au service des citoyens. Ainsi, depuis un mois, le site Internet de l'Agence donne les prévisions de concentration d'ozone à 48 heures pour les principales villes d'Europe.

Notre rôle est d'aider à la prise de conscience par l'ensemble de la population et à sa participation aux grandes décisions en matière d'environnement. La technologie est ici appropriée. Cela nous donne-t-il pour autant bonne conscience sur notre utilisation des fonds publics ? l'information sans connaissance ne fait pas une grande différence.

Au regard de l'air, de l'eau et des déchets, nous avons à traiter tous les 3 ou 6 mois de nouvelles données sur environ 45 000 paramètres. Cette surveillance coûte cher aux Etats membres, car elle repose sur des réseaux de mesure, dont une partie seulement est utile à la connaissance : certains outils d'interrogation produisent des informations obsolètes, c'est l'exemple des outils de mesure du plomb quand quelques analyses d'échantillons suffiraient. L'AEE, c'est 400 organisations en Europe travaillant en réseau sur ces sujets, et l'utilisation des outils nous préoccupe tout particulièrement.

L'utilisation des satellites pourrait permettre, en combinant les mesures au sol avec la télé-détection, de réduire de 30 à 40 % nos investissements en terme de surveillance. Pourtant, le dialogue entre ceux qui mettent les satellites en orbite, les industriels exploitants, et les utilisateurs est insuffisant. Il faut explorer des approches intégrées visant à fournir des outils nous permettant de communiquer et de réaliser beaucoup plus de contenus utiles à la connaissance.

Grâce à ces développements technologiques, nous réduisons un fossé : notre connaissance était il y a encore peu, basée sur des informations datant de 4 à 5 ans. Le délai a été ramené à 2 ou 3 ans, les informations nous arrivent même en temps réel en matière de qualité de l'air grâce aux technologies mises en œuvre. La révolution *Google Earth* permet aux 'connectés' de s'approprier leur territoire :

« *Si tu ne trouves pas la réalité là où tu es, où espères-tu la trouver* » (citation du fondateur du Zen).

Nous négocions actuellement avec *Google Earth* en vue d'utiliser son application – un outil de visualisation géographique extrêmement simple et attrayant – afin d'alimenter la population en informations. Il pourrait s'agir de paramètres sur la répartition des industries à risques, sur la qualité de l'air ou de l'eau de par le monde. *Google Earth* offre la possibilité de visualiser l'information au plus proche de chez soi et offre, en ce sens, une véritable résonance. Soyons malins et dépassons le cadre purement commercial de l'outil.

## Acte 2 / Les enjeux en Europe

Les TIC sont donc extrêmement utiles, mais il n'est pas certain que nous en fassions le bon usage : avons-nous « *mis le doigt là où ça fait mal* » auprès des industriels ?

“ Les TIC sont donc extrêmement utiles, mais il n'est pas certain que nous en fassions le bon usage ”



Les secteurs du transport, du tourisme et des énergies évoluent dans une dynamique de développement cruciale pour notre société. Les nouvelles technologies offrent des perspectives très positives : les énergies renouvelables pourraient prendre plus de 20 % de la production d'électricité. Mais n'oublions pas que de simples mesures d'économie d'énergie pourraient nous amener à réduire notre consommation d'environ 30 %. Une utilisation plus raisonnable, de simples économies d'énergie, voilà une politique simple !

“ Ce jour, l'utilisation du transport privé revient moins cher au kilomètre que le transport public ! C'est un constat très interpellant ”

Le secteur des transports contribue à hauteur de 3 ou 4 % au PIB européen ; les calculs englobant les impacts économiques, sociaux ou sanitaires portent les « externalités » du transport à 8 ou 9 % du PIB : malaise ! Malgré des avancées technologiques remarquables (pots catalytiques, consommations réduites, etc.) les effets du transport sur l'environnement sont donc difficiles à corriger et **nous n'avons pas encore trouvé de solution pour dissocier besoin de développement et utilisation des transports**, dont l'augmentation est vertigineuse notamment pour le transport aérien. De plus, à ce jour, l'utilisation du transport privé revient moins cher au kilomètre que le transport public ! C'est un constat très interpellant.

Le routage automatique peut être utilisé pour le transport des marchandises. Cette technologie dite intelligente diminue de 15 à 20 % le kilométrage. Cette réponse technologique a pourtant du mal à contrecarrer la demande pour le fret : on pêche en mer du Nord, on transporte les prises pour conditionnement en Espagne et on les re-transporte dans le Nord pour consommation. C'est pourquoi les choix politiques conduisant à soutenir ce type de solution se doivent de mieux cerner le besoin "réel".

Le tourisme est l'un des enjeux majeurs du secteur des transports car il en crée la demande dans une part de plus en plus grande. Le taux de croissance de ce secteur est extrêmement élevé. Avec les voyages de dernières minutes consultables en ligne, les Européens voyagent plus souvent, bien que moins longtemps, en utilisant divers moyens de transports de moins en moins « *environment friendly* ».

“ Le tourisme est l'un des enjeux majeurs du secteur des transports car il en crée la demande dans une part de plus en plus grande ”

L'extension urbaine est le fait, dans une mesure non négligeable, des résidences secondaires, ce qui pose d'importantes problématiques d'aménagement du territoire. Nos politiques doivent être revisitées notamment au regard des technologies de communication pouvant être utilisées. A l'horizon 2015 / 2020, plus de 19 millions de retraités supplémentaires, dotés d'un fort pouvoir de consommation, pousseront encore la demande dans ce secteur.

La seule méthode que nous mettons en œuvre porte actuellement sur la fourniture étendue de biens et services, dont nous essayons de limiter les effets sur la santé, l'environnement, les ressources, par unité de production et de consommation. Mais cela ne suffit pas, car la demande, en termes de volumes, s'accroît bien plus rapidement. Si la réponse technique est certes appropriée, il nous faut y intégrer une approche cohérente par la gestion de la demande : le mot-clé est donc consommation.

### Acte 3 / Place aux experts sociaux

“ Il est grand temps d'inviter à notre table des sociologues, des anthropologues, des experts de la psychologie sociale ”

Je constate que le fossé s'élargit entre la compréhension des Européens et la réalité de ces faits que j'ai rapidement survolés. De notre côté, soyons honnêtes, nous n'avons pas non plus une bonne compréhension du consommateur. Les politiques environnementales ont bien œuvré (plus de 250 législations existent en

Europe à ce sujet), elles ont été soutenues par de fabuleux développements technologiques mais elles se heurtent toujours plus, et ce de manière extrêmement aigüe, aux modes de consommation.

Les consommateurs usent de voitures, de téléphones portables, d'ordinateurs et font du tourisme. Nous parlons donc de valeurs sociales ! Il est grand temps d'inviter à notre table des sociologues, des anthropologues, des experts de la psychologie sociale, c'est ma proposition à Gilles Berhault (président d'ACIDD). Mon analyse à l'issu d'un colloque tel que celui-ci est qu'il nous manque ce chaînon : nous sommes en grande difficulté quand il s'agit de bien percevoir les demandes et les réalités de comportement des consommateurs et donc de mieux situer nos analyses -et solutions?- par rapport aux vraies questions, aux vrais enjeux.



## Conclusion

**DENIS PAMLIN** : Je vous propose quelques points de conclusion suite à ces 3 présentations très complexes et sophistiquées.

Les grands défis auxquels nous devons faire face sont, de l'avis général, la question des ressources naturelles, les problèmes de distribution, la croissance démographique... Nous avons également compris que nous disposons, pour l'Europe, d'une petite fenêtre de tir avant d'être réduit à la position d'acteur secondaire : **les économistes ne se demandent plus « si » mais « quand » la Chine deviendra la plus grande économie du monde !** L'Europe doit se positionner et œuvrer pour le développement durable dans cette perspective.

“ Nous avons besoin de prises de décisions politiques plus rapides de faire, pour cela, appel aux experts des sciences sociales ”

Ce n'est qu'en 2005 que l'Europe est devenue véritablement leader sur la durabilité et a traité la question des effets externes de son développement. Nous sommes perçus comme un modèle dans le monde. Il est impératif que nous nous améliorions

et prouvions qu'il est possible de jouir d'une bonne qualité de vie sans pour autant détruire la planète ! Le système risque de s'effondrer sinon...

Les TIC peuvent apporter des solutions dont nous ne maîtrisons pas forcément les impacts. Nous avons besoin de prises de décisions politiques plus rapides. Il est fondamental de nous poser les bonnes questions et de faire, pour cela, appel aux experts des sciences sociales. Où notre société veut-elle aller ? Comment les TIC façonnent-ils notre société ? Quelles sont nos priorités ? Ces questions demeurent ouvertes.

**Nous pouvons apporter nos idées et être véritablement contributifs.** Les politiques recherchent des initiatives commerciales, pendant que les industriels attendent beaucoup des gouvernants, et que les ONG sont perçues comme manquant de sens rationnel... Bref, nous attendons tous des autres.

### Echanges avec la salle

**DE LA SALLE (président d'une ONG)** : Notre objectif est de raccorder des villages isolés d'Afrique aux réseaux de télécommunications, pour leur permettre de s'exprimer dans une société de l'information que nous aimerions plus colorée. La dernière présentation m'a interpellé : merci de nous faire « redescendre sur terre ». Le discours des TIC salvatrices me lasse : il faut revenir aux sources, et je rejoins en ce sens votre proposition d'englober le sociétal pour mieux comprendre les consommateurs.

Je rejette l'idée que l'économie du développement durable soit commandée par un marché omnipotent. Dans le cadre du projet GALILEO (GPS européen) c'est la communication qui semble primer, du fait de l'action des *lobbies* de l'industrie. Il manque à GALILEO une faculté d'observation importante, un service d'information géographique (SIG). Il manque bien évidemment le chaînon utilisateur - concepteur. C'est non seulement urgent mais utile, et porteur de retombées économiques fantastiques.

**PETER JOHNSTON** : Votre initiative en Afrique est au cœur des initiatives proposées par la Commission. Nous répondons par de telles actions non seulement à des problèmes de connectivité mais également de santé.

La Commission n'est pas, en revanche, un agent du marché, elle est un agent de coordination et d'intervention publique. Nous ne croyons pas que le marché résout tous les pro-

blèmes. Nous persuadons les Etats de coordonner leurs intérêts. Nous avons par exemple mené un plan d'action technologique pour l'environnement, doté d'importantes ressources. Il vise à favoriser l'émergence des énergies vertes, ce qui est difficile à obtenir dans un strict processus de marché. Le programme cadre de notre commission est en mesure de mobiliser 180 milliards d'euros pour les 7 prochaines années!

A propos de GALILEO, il existe deux autres initiatives satellitaires en Europe pour lesquelles nous envisageons les paramètres que vous avez évoqués (SIG...). Ces deux outils sont encouragés par le privé, les Etats et l'Europe, qui devraient fournir un bon *package* et répondre à vos inquiétudes.

**L'Union Européenne est bien le principal donateur en matière d'aide au développement.** Cette aide est-elle

bien gérée? Notons tout de même que le Directeur de la commission chargée de ce dossier étudie lui aussi comment mieux utiliser les TIC dans ce cadre. Nous ne voulons pas seulement que le marché crée l'avenir, nous voulons influencer le marché.

“ Nous ne voulons pas seulement que le marché crée l'avenir, nous voulons influencer le marché ”

**DE LA SALLE (Présidente d'une association de promotion de la consommation responsable):** En matière de recyclage et de réemploi des outils informatiques, il existe de nombreuses initiatives intéressantes, qui mêlent parfois même des actions d'insertion. C'est pourtant à la question de l'accélération technologique et de la consommation que nous devons répondre : comment les réduire? Les ordinateurs sont jugés obsolètes après 2 ans! Les pulsions du consommateur sont encouragées par le marketing et la publicité, qui dirigent aujourd'hui l'économie. En totale contradiction, nous recevons des messages promouvant le « mieux consommer ». **Au final, le consommateur reçoit des injonctions contradictoires**, il lui est donc difficile de trouver son identité et de contribuer au développement durable.

**DE LA SALLE (British Télécom):** Ma belle-mère est une européenne type en matière de consommation! Elle passe son nouvel an en Inde... et le chauffage reste allumé au maximum dans sa maison. Nos concitoyens doivent apprécier les problèmes environnementaux actuels. Qui sont les personnes clefs, influentes, qui peuvent modifier nos comportements?



DE LA SALLE (**Professeur à l'institut national des télécommunications, Philosophe**): Le consommateur est effectivement pris dans des exigences contradictoires : **c'est le déclin annoncé s'il ne consomme pas, c'est le déclin de la planète s'il consomme !** Il pourrait être utile d'inviter un publicitaire. Par ailleurs, il n'existe pas un mais des consommateurs : invitons-les ! Demandons à Bill Gates s'il est si agréable de posséder autant... Qu'est-ce qui explique que tant de gens veulent devenir milliardaires ? Cela n'a pas toujours été le cas.

A propose de nos voitures, demandons nous qui - et pourquoi - utilise systématiquement sa voiture ?

Enfin, dans la mesure où 20 % de la population consomme 80 % des ressources, invitons des habitants du Sud pour connaître leurs besoins.

DE LA SALLE (**Consultante en accompagnement du changement**): Je vous rejoins également sur votre proposition de ramener le débat à une dimension plus sociétale mais c'est déjà un grand pas d'associer TIC et Développement Durable. L'écologie nous a déjà permis de comprendre certains problèmes, mais faut-il une catastrophe pour obtenir une véritable réaction ? Essayons de l'éviter.

Une Sénégalaise nous a expliqué qu'elle avait ouvert le 1<sup>er</sup> cyber café du pays en ne sachant ni lire, ni écrire. Il ne faut pas tout attendre des politiciens ou du marché. Voilà une femme qui s'est prise en main. Nous avons, en occident, un problème sur la manière de consommer.

DE LA SALLE (**Enseignant à l'Ecole d'Architecture de Paris la Villette**): Depuis 25 ans, je conseille les grands maîtres d'ouvrages comme les mairies sur la construction et m'aperçois sans cesse que les TIC aident à répondre à nos problématiques. Contrairement à ce qui a été dit, notre école compte des anthropologues et une trentaine de sociologues pour donner leur éclairage sociétal.

Dans la présentation sur les stratégies européennes, la politique de l'aide au développement n'a pas été développée alors que la question du développement durable concerne plus fondamentalement encore ces pays émergents.

L'éducation (la formation des cadres, donc des processus de décision) et la recherche n'ont pas non plus été évoquées suffisamment. Les progiciels utilisés pour concevoir les bâtiments et/ou calculer les risques, par exemple, figent les processus de décision. Or, la demande du marché n'y changera rien, seule la recherche peut améliorer l'existant.

DE LA SALLE (**Enseignant sur les Changements des modes de consommation**): L'Europe est en avance sur les Etats-Unis pour les économies d'énergies. Mais en l'état actuel des ressources de substitution, peut-on conserver cette avance ? Les efforts menés se heurtent à des résistances de plus en plus importantes, induites par l'augmentation du nombre de petits appareils, grands consommateurs d'électricité. **Avons-nous les moyens de conserver notre avance ?**

DE LA SALLE (**Fondation du Devenir**): Toutes les questions portent sur la consommation, qui relève effectivement de l'éducation. La qualité de vie est l'enjeu majeur : comment vivre mieux et différemment ? Nous aurions besoin d'une agence européenne pour éduquer le consommateur à d'autres modes de qualité de vie.

DE LA SALLE (**Consultant en stratégie Marketing et président d'une association de familles internautes**): La responsabilisation passe par la formation : j'ai élaboré un jeu sur le développement durable, dans lequel le cadre de vie de chacun est virtuellement reconstitué et permet de comprendre l'empreinte écologique d'une journée (un bain ou une douche pour commencer la jour-



née?). Le jeu est riche en dossiers pédagogiques. L'outil apporte aussi une meilleure visibilité sur la politique publique. Cette opération pourrait être développée, avec l'aide des collectivités locales.

**JONATHAN CAVE** : Vos questions portent sur la nature de l'engagement politique et sur la gouvernance. Il me semble que nous avons fait des progrès en matière d'achats publics, en intégrant notamment des considérations écologiques et sociétales. Mais si les Etats-Unis commercent avec l'Afrique pour y introduire les OGM, la confiance est difficile à établir...

Au sujet du recyclage et de la qualité de vie : pourquoi permet-on un tel modèle commercial? En tant que propriétaire des outils, nous sommes responsables des risques. Il nous faut reconsidérer nos rôles, notre façon d'acheter. A nous de contrôler les conséquences de notre appétit débridé.

Pour ce qui est des millionnaires, je défendrai Bill Gates dans la mesure où la propension à consommer d'un seul genre moins de consommation que si sa richesse était répartie! De très influents capitalistes ont accepté d'investir dans le bien public, pour de grandes bibliothèques par exemple.

Enfin, nous sommes certes développés mais notre capacité à vivre en harmonie est incertaine. Les écarts et les inégalités grandissent, bien au delà de la fracture numérique. La conception de la qualité de vie diffère de par le monde et nous pouvons apprendre des autres.

**PETER JOHNSTON** : Pour traiter ces défis d'ici à 2020, nous n'avons plus beaucoup de temps, compte tenu de la future place qui sera réservée à l'Europe. Au regard de notre utilisation du pétrole et du gaz ou des changements climatiques, c'est maintenant qu'il faut agir. A nous de vérifier quelles actions sont possibles dans ce laps de temps très bref.

“ **Les défis auxquels nous faisons face sont sérieux, nous n'avons plus beaucoup de temps. Il nous faut utiliser toutes les ressources, et nous avons besoin de tous: je vous encourage à assumer votre rôle**”

Les gens devraient être convaincus de changer leurs valeurs collectives, mais le processus est très lent. Ont-ils aujourd'hui les moyens de modifier leurs comportements sans perdre en qualité de vie? Nous

avons besoin de davantage de choix, il nous faut donc innover. Il faut ensuite qu'existent des incitatifs.

Enfin, la communication scientifique n'est pas encore pleinement efficace vis-à-vis des consommateurs, Le partenariat doit nécessairement être plus large : la Commission n'est qu'une autorité de taille très modeste ! Chacun doit être engagé dans le processus. Les défis auxquels nous faisons face sont sérieux, nous n'avons plus beaucoup de temps. Il nous faut utiliser toutes les ressources, et nous avons besoin de tous : je vous encourage à assumer votre rôle.

**R O N A N U H E L** : Au Pays-Bas, une étude sur l'utilisation des véhicules pour se rendre au travail a montré que la majorité des intéressés s'étaient adaptés à ces longs trajets dans leur « cellule » privée, armés de leur téléphone portable et de leur ipod... La dépravation sociale existe aujourd'hui en Europe. Dans certaines de nos banlieues, les enfants dessinent des poissons carrés...

Il faut remettre les questions de qualité de vie en perspective avec nos structures sociales, en plein bouleversement, par exemple en ce qui concerne la composition des ménages. Or, nous manquons d'approche visionnaire dans la mesure où les cellules de prospective en soutien à la gouvernance ont disparu. La dernière étude, « Europe 2020 », date d'il y a 5 ans.

Pour mieux communiquer sur ces problématiques du développement durable, pensons que 20 millions de personnes regardent chaque jour la météo, nous pourrions y ajouter quelques informations pédagogiques.

Enfin, je vous recommande l'excellent rapport 2005 du programme des Nations Unies pour le développement qui offre un état des lieux complet de l'aide publique.

## Sigles

**G E S**

**Gaz à effet de serre**

**S I G**

**Système d'information géographique**

